

**Alternative
Libertaire**

**anticapitalisme
autogestion**

SALAIRES, EMPLOI, CONDITIONS DE TRAVAIL...

Mettre un coup d'arrêt à la casse sociale

Grèves à la Poste, dans l'Éducation Nationale, aux impôts, chez les cheminot-e-s... depuis novembre, les salarié-e-s du secteur public se battent isolément contre les réorganisations multiples menées tambour battant par un gouvernement de combat.

Suppressions d'emplois, flexibilité et développement du volume d'emplois de non-titulaires se conjuguent à la dégradation des conditions de travail sur fond de logique de casse des services publics, déjà largement entamée, répondant ainsi aux critères de l'Europe libérale. S'il faut nous réjouir d'une grève interprofessionnelle de l'ensemble des salariés de la fonction publique, ne soyons pas dupes de ses prolongements. En effet, cantonner la grève à 24 heures sans organisation d'assemblées générales de grévistes dans chaque secteur, sans volonté affichée des directions syndicales de pousser à un mouvement social, c'est laisser penser que l'Etat-patron se mettra à négocier alors qu'il mène consciencieusement une politique de casse sociale. Une journée de grève sans lendemain en cette période électorale, c'est être dans une posture d'interpellation des candidat-e-s. **Cette stratégie attentiste n'est pas payante : c'est en période électorale que gouvernement et patronat sont faibles.**

PUBLIC/PRIVÉ : DE NÉCESSAIRES CONVERGENCES POUR RELEVER LA TÊTE !

Les salarié-e-s du public voient chaque année leurs conditions d'emploi et de travail se dégrader, les salaires baisser. Les médias, la droite et le patronat dans un concert uni de mauvaise foi et d'insultes opposent les salarié-e-s du privé et

du public. Diviser pour mieux régner, telle est leur devise. Pourtant, les revendications du public sur les salaires, la précarité et la flexibilité sont aussi celles du privé. Les délocalisations industrielles ne posent-elles pas aussi la question du pouvoir des travailleur-se-s sur l'économie comme celle du contrôle des services publics par les salarié-e-s et usager-e-s ?!

Nous devons défendre ces convergences indispensables dans nos syndicats et dans les luttes. C'est une riposte de l'ensemble du monde du travail qu'il faut mettre en perspective aujourd'hui. Cette riposte ne viendra pas d'en haut, d'un quelconque sauveur suprême. **C'est à nous de la construire, mais c'est aussi aux organisations syndicales de lutte qu'il appartient aussi de l'impulser !**

REPRENDRE EN MAINS LES SERVICES PUBLICS, REDISTRIBUER LES RICHESSES !

De privatisations en filialisations, de dénaturations des missions de service public en déréglementation des statuts des salariés, la seule défense des services publics ne marche plus. C'est bien d'une boussole dont nous avons besoin pour donner du sens aux mobilisations et populariser une autre conception des services publics, une autre démocratie.

Nous nous battons pour que les services publics soient pris en mains par les salarié-e-s, que leur gestion et leurs objectifs soient définis et contrôlés par elles eux : en bref, l'autogestion économique et sociale de toutes les activités utiles aux travailleur-se-s et à la population.

Vouloir augmenter les salaires, titulariser tous les précaires de la fonction publique (plus d'un million), embaucher pour satisfaire les besoins sociaux et éducatifs, cela implique aussi de redis-

tribuer les richesses en taxant lourdement les profits capitalistes à la source. Ce qui passe notamment par l'arrêt de toutes les politiques d'allègement des cotisations patronales et salariales qui ont mis en péril la pérennité de tous les organismes de protection sociale. C'est à cela que devrait servir la production de richesses en France, pas à engraisser des actionnaires et une minorité de patrons. **L'argent roi, le pouvoir d'une minorité sur nos vies, on n'en veut pas !**

ELECTIONS 2007 : LE CHANGEMENT S'IMPOSERA PAR LES LUTTES SOCIALES !

La question n'est pas de savoir pour quel candidat voter ou s'il faut boycotter une démocratie de plus en plus autoritaire, elle est de préparer les conditions d'une transformation sociale par des luttes d'ensemble des travailleur-se-s, des chômeurs-euses et de la jeunesse. Tous les acquis sociaux fondamentaux (congés payés, protection sociale, contrats et droit du travail...) ont été le résultat d'un rapport de force.

Ce rapport de force se construira dans le développement des luttes, contrôlées et dirigées par les salarié-e-s, dans le développement d'un syndicalisme de lutte de classe, autogestionnaire et interprofessionnel.

Alternative libertaire
BP 295
75921 PARIS Cedex 19
contacts@alternativelibertaire.org
www.alternativelibertaire.org

ne pas jeter sur la voie publique SVF

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire. Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (25 euros pour un an, 18,30 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM..... TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....